



Taux actuels de **d'émaciation** : 8.2% **retard de croissance** : 21.2% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 12.3%

Source : Gouvernement congolais (MICS, 2014)

Bons résultats

- Congo : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- Congo : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Congo : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Congo : 93.2% des femmes de 15 à 49 ans ont rêté vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014-2015.
- Le taux d'enregistrement des naissances (95.9% en 2014-2015) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.1% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Congo : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (3.4% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition des priorités des politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Congo : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Congo : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Congo : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Congo : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014-2015.
- Congo : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Congo : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 8 % des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (20.2% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.1%	2019	43e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	3.4%	2017	40e ex aequo
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2019	7e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Très médiocre	2019	43e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	95.9%	2014-2015	5e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	25e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	29e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Pas dans la loi	2019	39e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2015	26e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2019	39e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	8%	2018	43e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	83.7%	2017	17e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	20.2%	2017	34e
Visites médicales pour les femmes enceintes	93.2%	2014-2015	21er ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2018-2022	22e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2019	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2014-2015	37e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Non consacré dans le droit	2019	33e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel